



SIFA

NEWSLETTER



TRAVERSER LA CRISE : TENDANCES MACRO-ÉCONOMIQUES

▶ TRAVERSER LA CRISE : TENDANCES MACRO-ÉCONOMIQUES	1
▶ RÉSULTATS DE L'ÉTUDE D'ANALYSE MACROÉCONOMIQUE ET DU MARCHÉ DU TRAVAIL	2
▶ L'ANTICIPATION DES COMPÉTENCES POUR FAIRE FACE À L'IMPACT DE LA COVID-19 SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL	4
▶ COVID-19 : DES LEÇONS POUR UN AVENIR MEILLEUR	5
▶ ANALYSE COMPARATIVE DU KENYA ET DE L'AFRIQUE DU SUD SUR LE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES ET L'EMPLOI DES JEUNES	6
▶ LE RISQUE DE L'AUGMENTATION DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN AFRIQUE PENDANT LA PANDÉMIE DE LA COVID-19	8
▶ DÉVELOPPER L'ACQF, C'EST CONSTRUIRE DES PONTS	10
▶ SOLUTIONS D'APPRENTISSAGE EN MILIEU PROFESSIONNEL POUR L'AFRIQUE : PENDANT LA COVID-19 ET AU-DELÀ	13
▶ ÉNERGIES RENOUVELABLES À LA RESCOURSE DE L'ÉLECTRICITÉ POUR TOUS !	15
▶ L'IMPACT DE LA PANDÉMIE SUR L'ÉDUCATION, EN PARTICULIER SUR LES FILLES LES ÉCOLES SONT FERMÉES AU KENYA !	17
▶ RÉPONDRE AUX BESOINS DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS D'EFTP POUR ÉTABLIR DES PARTENARIATS DURABLES ET EFFICACES AVEC LE SECTEUR PRIVÉ L'IMPORTANCE DES PARTENARIATS	19
▶ SYNERGIE GENRE ET AGROBUSINESS (SyGAb) PROGRAMME D'APPRENTISSAGE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AGROBUSINESS AXÉ SUR LE GENRE	20
▶ COLLABORATION ENTRE LE GICAM ET LA SIFA	22

Il y a trois mois, lors de la publication du premier bulletin d'information de l'Initiative compétences pour l'Afrique du programme AUDA-NEPAD nous pensions tous qu'il serait possible de contrôler la pandémie de la COVID-19 dans des délais raisonnables.

Aujourd'hui, le taux mondial d'infection est en hausse, avec un lourd bilan de plus d'un million de décès. L'Afrique se porte beaucoup mieux que les autres continents et nous espérons qu'il en sera ainsi encore longtemps. Bien que cela soit le cas pour le nombre de cas confirmés, les économies africaines souffrent énormément. Le problème est aggravé par le fait que la plupart des pays africains n'ont pas la possibilité de faire comme les pays riches : augmenter la dette nationale pour financer des programmes tampons pour les travailleurs et les industries.

Il est évident que l'effet de la pandémie sur le développement des compétences en Afrique fait partie intégrante de notre travail. À titre d'exemple, nous aimerions citer l'article sur les notes d'information pour le développement des compétences des jeunes au Kenya et en Afrique du Sud ainsi qu'au travail que la SIFA effectue avec l'Organisation internationale du travail concernant l'anticipation des compétences, pour ne citer que quelques exemples.

Sur une note positive, la pandémie a également rapproché les pays : La SIFA s'aligne sur l'Association des universités et des écoles polytechniques techniques d'Afrique (ATUPA), précédemment connue sous le nom de CAPA, pour partager les expériences de collaboration du secteur privé avec les universités et les écoles polytechniques techniques. Sept webinaires d'apprentissage par les pairs sur le cadre continental africain des certifications (ACQF) ont été organisés avec le soutien technique de la Fondation européenne pour la formation (ETF). Les webinaires étaient axés sur les principes de fonctionnement de l'ACQF dans le contexte des cadres nationaux de certifications. Ces activités ont motivé certains pays africains d'établir leurs propres cadres de certifications. Le thème général de cette formation aux compétences en milieu professionnel, à laquelle la SIFA a participé, a été marqué par plusieurs initiatives. Celles-ci comprennent le séminaire du réseau mondial de l'apprentissage (GAN), qui est une collaboration dans le cadre du plan de travail du groupe de réflexion sur l'EFTP de la stratégie d'éducation continentale pour l'Afrique (CESA). Nous constatons une réorientation indispensable des programmes d'enseignement, qui met l'accent sur la coexistence d'une formation pratique dispensée dans les institutions et d'une formation dans un cadre professionnel, associant les apprentissages théorique et pratique. Les premières étapes ont été franchies et nous avons hâte de voir ce qui sera mis en œuvre dans l'avenir. Nous vous souhaitons une bonne lecture de cette nouvelle édition de notre bulletin d'information.

Auteurs : Unami Mpofu, AUDA-NEPAD et Ernst Hustaedt, GIZ

RÉSULTATS DE L'ÉTUDE D'ANALYSE MACROÉCONOMIQUE ET DU MARCHÉ DU TRAVAIL



Emballage de comprimés pour les produits pharmaceutiques Kinapharma. Accra. Ghana. Photo © OIT, Lord R.

L'étude

À la demande de la Commission de l'Union africaine (CUA) et l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD), une analyse macroéconomique et du marché du travail a été réalisée, avec le soutien de l'Initiative compétences pour l'Afrique (SIFA) du programme de la GIZ. L'étude a été entreprise dans 8 pays, à savoir l'Afrique du Sud, le Cameroun, l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, le Nigeria, le Togo et la Tunisie.

Le but de cette étude était d'analyser les tendances économiques dans les différents pays afin d'identifier les secteurs importants pour la création d'emplois et de revenus à l'avenir. Les sous-secteurs ont été identifiés et classés, en fonction de leur capacité actuelle et de leur potentiel de création d'emplois, de génération de revenus et de soutien à la croissance. L'impact potentiel de la COVID-19 sur ces secteurs est également pris en compte afin de garantir que les décideurs disposent d'une base adéquate pour prendre des décisions en vue de l'ère post-pandémique.

Méthodologie

Différents indicateurs macroéconomiques ont été pondérés au niveau sectoriel pour établir un classement. La projection de la croissance du PIB et de l'emploi s'est appuyée sur les données économiques des dix dernières années, jusqu'en 2018. Ces données, obtenues principalement auprès de la Banque mondiale, ont fait l'objet d'un processus de validation initiale au niveau des pays. Le modèle économique utilisé pour classer les sous-secteurs était basé sur un système de pondération reposant sur les indicateurs macroéconomiques sectoriels suivants :

- Croissance historique de l'emploi et du PIB ;
- Prévisions de croissance de l'emploi et du PIB tenant compte de l'impact potentiel de la COVID-19 ;
- Élasticité de l'emploi par rapport à la production ;
- La prévalence d'un sous-secteur prioritaire dans les travaux publiés ;
- La vulnérabilité d'un sous-secteur à la COVID-19 mise en évidence dans les travaux publiés ;
- La persistance d'un choc économique comme celui de la Covid-19

au niveau du sous-secteur (combien de temps cela prend au sous-secteur de commencer à se remettre d'un choc économique) et

- Si le sous-secteur démontre une égalité des genres par le biais d'une des approches suivantes :
- Une tendance à la hausse de l'emploi féminin entre la période historique et la période prévue, ou
- L'emploi d'une main-d'œuvre à majorité féminine

Principaux secteurs prioritaires

L'étude a révélé des sous-secteurs prioritaires variables d'un pays à l'autre. Toutefois, trois sous-secteurs principaux, à savoir : **l'industrie manufacturière, le commerce de gros et de détail, et l'agriculture**, sont apparus dans au moins 50% des pays étudiés comme l'un des principaux secteurs prioritaires pouvant absorber davantage d'emplois après la COVID-19.

L'industrie manufacturière et le commerce de gros et de détail sont apparus comme les sous-secteurs les plus récurrents, pouvant offrir davantage d'opportunités d'emploi, du point de vue de la demande. Cela n'est pas surprenant, car de nombreux pays africains investissaient déjà massivement dans le secteur manufacturier comme une voie de développement avant la COVID-19. Étant donné le niveau d'industrialisation de nombreux États africains, le secteur manufacturier cherchera à employer un plus grand nombre de personnel qualifié et non qualifié. Bien que le secteur manufacturier soit l'un des plus touchés par la COVID-19, en raison des effets de la pandémie sur la logistique des importations, les gains historiques importants dans ce secteur n'ont pas été complètement érodés en raison de l'accent et de l'importance que la plupart des économies accordent à la fabrication.

Les gains historiques précédents dans le sous-secteur du **commerce de gros et de détail** devraient se réduire après la COVID-19. Toutefois, ce sous-secteur reste une priorité pour de nombreux pays, principalement en raison de la prépondérance du secteur informel, qui a fait preuve d'une certaine résilience tout au long de la pandémie. Contrairement à ce qui avait été prévu, les faits suggèrent que **le secteur informel** dans de nombreux pays africains, par opposition au secteur formel, **semble être le moins touché**, car il a adapté ses pratiques plus rapidement que le secteur formel aux protocoles sanitaires afin de continuer à fournir des services à la population après les périodes de confinement plus courtes observées sur le continent. Cela suggère également que les entrepreneurs ont été capables d'adapter leurs entreprises pour réagir rapidement aux nouvelles demandes de produits tels que les désinfectants, les masques de protection, les EPI et les supports de désinfectants.

L'étude a révélé que l'agriculture n'était un secteur prioritaire que dans la moitié des pays. En raison de la mécanisation et de l'utilisation accrue de la technologie, le secteur agricole a connu un ralentissement au cours des dernières années et cela peut expliquer pourquoi ce secteur n'est pas capable d'absorber plus de personnes après la COVID-19, et de

se remettre rapidement de la pandémie.

Emploi informel et sous-emploi

Une autre conclusion clé de l'étude est la confirmation que l'emploi informel est très élevé sur tout le continent. Le sous-emploi pourrait être l'une des raisons expliquant le nombre élevé de personnes dans le secteur informel. Si ce qui est considéré comme secteur informel n'est pas tout à fait clair, car de nombreux travailleurs indépendants se considèrent comme appartenant au secteur informel, ce qui est certain, c'est le fait que le secteur informel se trouve principalement dans le sous-secteur du **commerce de gros et de détail**. De nombreux pays, tels que le Kenya, tentent actuellement de relier le secteur informel et l'EFTP formel. Comme la ligne de démarcation entre les PME et le secteur informel est vraiment floue, le Kenya élabore actuellement un cadre de partenariat sur la manière dont les PME participeraient dans le secteur informel.

Avec l'innovation technologique à la hausse observée sur le continent, il est possible d'envisager un scénario dans lequel la technologie est mise à profit pour améliorer le développement des compétences dans le secteur informel.

Bien que **le secteur des TIC** n'ait pas été mentionné comme l'un des secteurs prioritaires, il a été noté lors des discussions avec les parties prenantes au niveau national que ce secteur est en pleine croissance et nécessitera une plus grande attention, car il attire beaucoup de jeunes. Cependant, la raison pour laquelle les TIC ne figurent pas parmi les secteurs prioritaires, malgré leur croissance, est que le secteur n'est pas encore assez important. L'inadéquation des compétences observée dans ce secteur et la transversalité des TI nécessitent une certaine attention, car le développement des compétences dans ce sous-secteur aurait à son tour un impact positif sur d'autres sous-secteurs tels que l'agriculture, l'industrialisation, les transports, etc.

La voie à suivre

L'inadéquation **entre l'offre de main-d'œuvre** issue du système éducatif y compris l'EFTP, et **la demande du secteur privé** a été constatée dans tous les pays. D'autres études visant à mieux comprendre les principaux secteurs prioritaires et à évaluer les compétences déjà existantes et nécessaires compléteront cette étude afin de dresser un tableau complet de la demande et de l'offre sur les marchés du travail des États membres. Ces études serviront de base à la conception et à la mise en œuvre de projets fondés sur des données probantes.

Les études seront publiées sur ASPYEE et pourront être demandées par courrier électronique.

Auteur : Erick Sile, Conseiller SIFA, Courriel : Erick.sile@giz.de

L'ANTICIPATION DES COMPÉTENCES POUR FAIRE FACE À L'IMPACT DE LA COVID-19 SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

La pandémie de la COVID-19 a provoqué de grandes perturbations sur le marché du travail. Selon l'Observatoire de la COVID-19 de l'OIT, 195 millions d'emplois auraient été perdus au cours du premier trimestre 2020. Dans un tel scénario, où la situation du marché du travail évolue rapidement, l'anticipation des besoins en compétences devient un impératif politique.

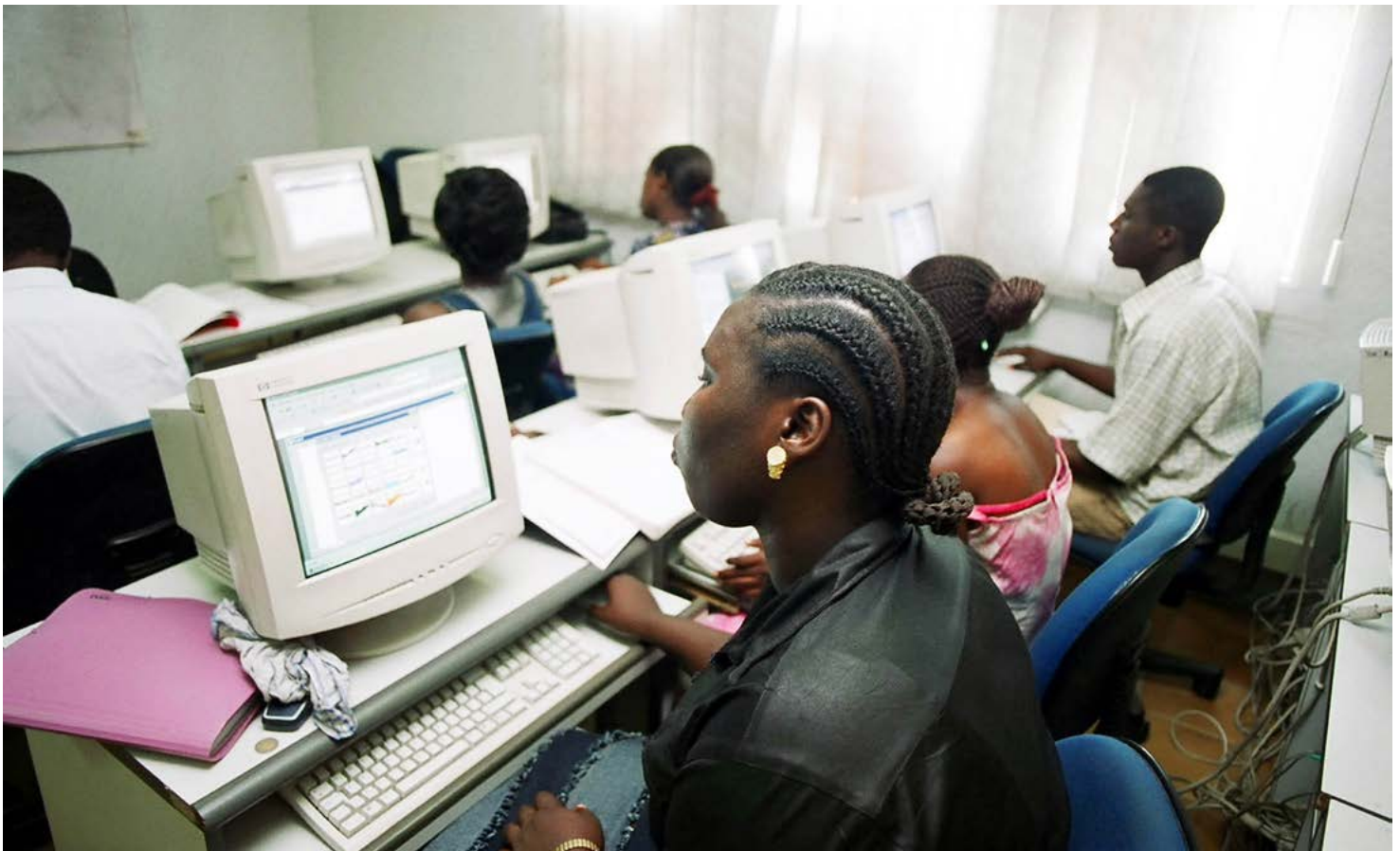
Ainsi, en réponse à l'impact de la pandémie de la COVID-19 sur le marché du travail, l'OIT a élaboré une note d'orientation sur l'évaluation rapide des compétences afin d'aider les États membres à identifier les pénuries et les excédents de compétences et de main-d'œuvre résultant de la pandémie de la COVID-19. Le volet « Anticipation des compétences » de la SIFA utilise cette note d'orientation pour mener des évaluations rapides au Cameroun, au Ghana et au Kenya. Les résultats des évaluations rapides permettront d'identifier les professions dans

lesquelles les travailleurs risquent de perdre leur emploi, les besoins en matière de reconversion et de renforcement des compétences, ainsi que les opportunités pour les nouveaux arrivants sur le marché du travail, suite aux effets de la pandémie. Sur la base de ces résultats, des recommandations seront élaborées sur les mesures d'atténuation de la crise en termes de compétences.

Les États membres participant à l'évaluation rapide des compétences pourront utiliser les résultats de ce processus pour répondre à des questions critiques, notamment si les compétences actuelles sont suffisantes pour faire face aux demandes croissantes du marché du travail dans la réalité économique après la COVID-19.

Auteure : Naomy K. Lintini, OIT

Courriel : lintini@ilo.org



Centre de formation informatique, Accra, Ghana. Photo © OIT, Lord R.

COVID-19 : DES LEÇONS POUR UN AVENIR MEILLEUR



En mai et juin 2020, l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD) a organisé une série de webinaires en anglais et en français pour examiner les expériences et les réponses des États membres aux conditions de confinement de la COVID-19. Ces webinaires ont permis de consigner les expériences de bonnes pratiques et ont été suivis par une enquête visant à recueillir des informations sur les mesures prises par les institutions. **À la suite de ces séances de travail, deux notes d'information ont été élaborées.**

La prise de conscience de la pandémie de la COVID-19 : Trouver les moyens de faire de l'apprentissage numérique et à distance une réalité

Cette note offre un aperçu des réponses innovantes des institutions d'apprentissage au Kenya et au Nigeria et un résumé des leçons apprises. Les pratiques innovantes mises en œuvre par ces institutions comprennent l'utilisation de Zoom, Google Classroom, YouTube et WhatsApp. En outre, les institutions ont dû adapter leur programme d'études à l'apprentissage en ligne, et cela a notamment impliqué l'introduction de nouveaux sujets tels que la santé mentale dans le programme d'études afin de répondre aux nouveaux besoins. Les établissements de formation ont dû assurer l'accès au matériel informatique pour tous les apprenants et la formation des professeurs sur les outils d'apprentissage en ligne.

Ces bonnes pratiques sont présentées sur le portail ASPYEE de l'AUDA-NEPAD, <https://www.nepad.org/skillsportalfor youth>.

Développement des compétences de subsistance pour les jeunes en Afrique : Approches de l'apprentissage à distance et numérique pendant la COVID-19 et au-delà

La note d'information met en lumière les idées les plus marquantes : des défis tels que la fracture numérique et les questions psychosociales font

ressortir certaines implications pour la politique nationale et régionale. Le document démontre les besoins exprimés par les États membres pour redéfinir le développement des compétences et l'emploi des jeunes afin de réduire l'impact économique et social de la COVID-19. Des changements politiques sont impératifs : premièrement, le besoin de passer de l'approche étroite centrée sur le marché du travail en termes d'offre et de demande à la mise en place et au renforcement des systèmes institutionnels. Les implications politiques décrites dans la note d'information comprennent notamment la nécessité d'un engagement à combler la fracture numérique sur le continent, ainsi que la mise en place d'un système de libre accès à Internet et de validation des ressources éducatives ouvertes (REO). La quatrième implication politique est l'adoption de mesures de protection sociale pour la population croissante de jeunes vulnérables en Afrique.

Ces notes d'information donnent un aperçu de l'impact de la COVID-19 au niveau institutionnel et national ainsi qu'au niveau systémique en s'appuyant sur les expériences de diverses parties prenantes sur le terrain. Ces documents présentent non seulement les défis et les solutions à court terme, mais ils fournissent également des recommandations pour la durabilité des interventions et proposent une nouvelle voie pour l'avenir du développement des compétences et de l'emploi des jeunes.

Auteur : Zipho Tshapela, conseiller technique junior, SIFA

Liens

Les notes d'information sont disponibles en anglais et en français

<https://www.nepad.org/skillsportalfor youth/publication/learning-brief-covid-19s-wake-call-finding-ways-make-digital-and>

<https://www.nepad.org/skillsportalfor youth/publication/learning-brief-livelihood-skills-development-youth>

NOTE D'INFORMATION SUR LA COVID-19 :

ANALYSE COMPARATIVE DU KENYA ET DE L'AFRIQUE DU SUD SUR LE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES ET L'EMPLOI DES JEUNES

Cette note d'information donne un aperçu des réponses de deux pays à la pandémie de la COVID-19, à un moment donné. L'accent est mis sur les compétences et l'emploi des jeunes. L'objectif est de tirer les leçons et de mieux comprendre les expériences de la COVID-19, afin d'orienter notre réflexion sur les processus de transformation nécessaires pour l'avenir. En outre, elle met en évidence les interventions spécifiques des décideurs politiques, du secteur public et du secteur privé, alors que nous portons notre regard au-delà de la crise.

Résumé

La pandémie mondiale de la COVID-19 a eu des répercussions non seulement sur la santé, la vie et l'économie, mais aussi sur le marché du travail et le secteur de l'éducation. Les gouvernements, les décideurs politiques, les groupes du secteur privé, les syndicats et les autres parties prenantes tentent de réagir à l'évolution rapide de la situation.

Les données de cette note d'information proviennent d'une collaboration entre les organismes GDI, GOYN et Accenture South Africa au nom de l'AUDA- NEPAD. Elle s'appuie sur des rapports, des articles d'opinion ainsi que des données primaires sur la COVID-19.

L'objectif est d'étudier les expériences de la COVID-19 du Kenya et de l'Afrique du Sud, 3 millions d'emplois ont été perdus, relatives au développement des compétences et à l'emploi des jeunes par le biais d'observations, de perceptions et de leçons pour l'avenir.

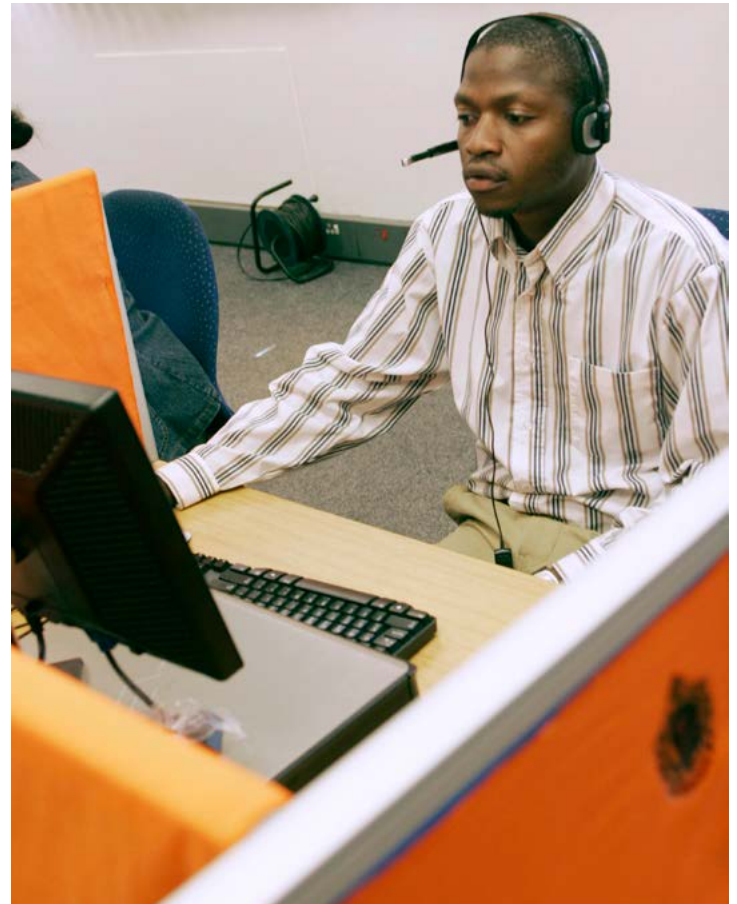
A) Identifier les points communs entre le Kenya (KE) et l'Afrique du Sud (RSA)

La COVID-19 a exacerbé des problèmes systémiques tels que l'inégalité économique, l'inadéquation des systèmes et des infrastructures (TI, santé, assainissement, éducation), la violence sexiste et la vulnérabilité des jeunes et des travailleurs informels.

Sur le plan positif, les deux pays ont fait preuve d'adaptabilité, de transparence dans la prise de décision et de collaboration multisectorielle dans la gestion de la crise qui évolue rapidement.

B) Leçons du Kenya et de l'Afrique du Sud : Impact et réponse à la pandémie de la COVID-19

- La pandémie a aggravé les problèmes du marché du travail et des compétences des jeunes : au Kenya, 1,7 million de personnes ont perdu leur emploi à cause de la COVID-19, tandis qu'en Afrique du Sud 3 millions d'emplois ont été perdus. Les jeunes et les travailleurs indépendants du secteur informel ont été les plus touchés.
- Les micros, moyennes et petites entreprises (MPME) ont été durement touchées. 77 % des MPME kenyanes ont dû licencier des



Agent dans un centre d'appel. Afrique du Sud. Photo © OIT, Lord R

- employés, et 71 % des MPME d'Afrique du Sud ont vu leurs activités interrompues ou perturbées, ce qui a eu un impact négatif sur leurs flux de trésorerie.
- 13 millions d'Africains devraient tomber sous le seuil de pauvreté en raison des effets économiques de la COVID-19.



Une coiffeuse faisant des tresses à une cliente. Kisumu, Kenya. Photo © OIT, Crozet M.

L'impact de la COVID-19 mentionné ci-dessus a entraîné une série d'actions de la part de diverses parties prenantes :

- Le secteur public et les décideurs politiques ont mis en place des directives descendantes, telles que des mesures de confinement et des plans de relance.
- Une forte collaboration intersectorielle ascendante a été observée :
- Le secteur privé a lancé des initiatives pour les jeunes, telles que l'initiative d'apprentissage numérique pour les jeunes de Safaricom (KE) et le partenariat du groupe MultiChoice avec le gouvernement pour créer de nouveaux emplois (RSA). La réponse de la société civile est évidente à travers des plateformes comme le réseau Kenya Emergency Network for Innovation (KENI) au Kenya, le groupe WhatsApp Kenya COVID Response et le groupe d'assistance aux entreprises COVID Business Rescue Assistance (COBRA) en Afrique du Sud.
- Le secteur privé et le secteur public ont également collaboré pour fournir des subventions sociales aux populations vulnérables comme les chômeurs (par exemple, le Fonds d'adaptation COVID-19 soutenu

par GDI et Instiglio), et des fonds de secours pour les MPME (par exemple, le Fonds de solidarité en Afrique du Sud, le fonds de partenariat pour les PME de la Fondation Mastercard au Kenya et la facilité de fonds de roulement de l'organisation Collaborative for Frontier Finance. Enfin, il y a eu des efforts coordonnés entre plusieurs parties prenantes. Par exemple, le réseau mondial de la jeunesse pour les opportunités, le GOYN, a recruté de jeunes travailleurs de la santé en partenariat avec le gouvernement du comté de Mombasa, la fondation Swahilipot Hub Foundation et les services de secours catholique, Catholic Relief Services (KE).

C) Recommander la voie à suivre pour la COVID-19 : préparation et transformation

Il est important de penser non seulement au retour aux niveaux précédent la crise, mais aussi à la coexistence avec la COVID-19. Peut-être même que la COVID-19 est un tremplin pour une transformation totale. La nouvelle norme met en évidence certains impératifs :

- Soutenir la résolution de problèmes de manière collaborative grâce à des structures, un financement et une responsabilité communs.
- Développer la prestation de services publics et la protection sociale pour tous les travailleurs formels et informels.
- Repenser les compétences et l'emploi des jeunes en réduisant la fracture numérique, en favorisant le développement continu des compétences en fonction de la demande et en encourageant l'innovation et l'esprit d'entreprise chez les jeunes.
- Renforcer la résilience des MPME et des travailleurs informels en leur donnant accès aux compétences, au financement et aux marchés.

Cette note a été rédigée par l'incubateur mondial de développement, le GDI (Global Development Incubator) et le GOYN pour le compte de la SIFA.

Références

- 1 Q2 2020 Quarterly Labour Force Report, Kenya National Bureau of Statistics (Q2 2020) South Africa Aug Breaking Barriers, Harambee Youth Employment Accelerator, (Aug 2020)
- 2 Q1 2020 Labour Force Report, Kenya National Bureau of Statistics (Q1 2020)
- 3 Preliminary results of COVID-19 impact survey, FKE (April 2020)
- 4 COVID-19 Small Business National Survey Report. pdf, NSBC (May 2020)
- 5 How severe will the poverty impacts of COVID-19 be in Africa? World Bank (June 2020)

Liens

<https://www.nepad.org/skillsportalfor youth>

[Digital learning](#)

[New jobs](#)

[KENIA](#)

[COBRA](#)

[Solidarity Fund](#)

[Mastercard Foundation SME](#)

[Working Capital Facility](#)

[Swahilipot Hub Foundation](#)

[Catholic Relief Services](#)

LE RISQUE DE L'AUGMENTATION DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN AFRIQUE PENDANT LA PANDÉMIE DE LA COVID-19

La COVID-19 fait des ravages. L'impact négatif de la pandémie se répand chaque jour. Les gouvernements et les organisations non gouvernementales du monde entier sont confrontés à de multiples défis : minimiser l'ampleur de l'impact sur la santé et protéger les vies humaines, tout en assurant un approvisionnement alimentaire suffisant et des services aux personnes qui en ont le plus besoin. Tout cela, tout en faisant face aux conséquences économiques de la COVID-19, qui devrait faire passer 548 millions de personnes supplémentaires sous le seuil de pauvreté. Entre les perturbations actuelles et les menaces futures pour la chaîne d'approvisionnement alimentaire, la pandémie de la COVID-19 a entraîné une extrême vulnérabilité dans le secteur agricole. Il est donc crucial de mobiliser tous les instruments, institutions et parties prenantes disponibles tant du secteur public que du secteur privé, ainsi que la société civile, pour assurer une réponse urgente et adaptée.



Une femme achète des poules pondeuses à un marché rural en Éthiopie. Photo © Ayele Gizachew, SIFA

Développement agricole et sécurité alimentaire en Afrique
60 % de la population africaine dépend de l'agriculture pour leur subsistance et l'accès à la nourriture. Par conséquent, tout déséquilibre dans ce secteur peut menacer la sécurité alimentaire des pauvres du continent.

En Afrique, où de nombreux pays sont déjà aux prises avec des problèmes de sécurité alimentaire, au moins 60 % de la population dépend de l'agriculture pour sa subsistance et son accès à la nourriture. Selon des estimations récentes, 73 millions de personnes doivent faire face à la menace de l'insécurité alimentaire sur le continent. En outre, depuis l'année dernière, plusieurs pays, notamment la région du Sahel et de l'Afrique australe, ont été gravement touchés par le changement climatique. Le fléau acridien sans précédent dans la Corne de l'Afrique a exercé une énorme pression sur les systèmes alimentaires régionaux. La région est déjà fragilisée par la prévalence des conflits et l'instabilité

politique. Un effondrement régional de la production alimentaire et une baisse de la demande mondiale pourraient prolonger les effets commerciaux négatifs de la COVID-19, la pauvreté et l'insécurité alimentaire devant continuer à augmenter en 2021. Selon DNA Economics, un groupe de réflexion économique, le secteur agricole en Afrique mettra 3 à 5 ans pour se remettre de la COVID-19.

Outre l'impact des chocs climatiques extrêmes sur la productivité agricole, il existe une corrélation positive aussi forte entre la récession économique et l'insécurité alimentaire en Afrique. Malgré les énormes ressources dont dispose le continent (notamment une abondance de terres arables et une main-d'œuvre jeune et croissante, entre autres facteurs), la production agricole du continent, entravée par des problèmes de distribution, d'accès et d'accessibilité financière, ne suffit pas à elle seule à répondre aux besoins de sécurité alimentaire.

Les restrictions administratives imposées par les gouvernements, telles que le confinement, les restrictions de voyage et les mesures de distance



À gauche : Un garçon vend des œufs pour payer ses frais de scolarité.

À droite : Un fermier va vendre sa poule sur un marché rural en Éthiopie.

Photos © Ayele Gizachew, SIFA

sociale, ont également aggravé le risque d'insécurité alimentaire. Ces restrictions sont particulièrement ressenties par les ménages à faible revenu et par ceux qui travaillent dans l'économie informelle en raison de la perte de leurs moyens de subsistance et des difficultés à accéder aux marchés.

Impact de la COVID-19 sur le développement des compétences en Afrique

Dans de nombreux pays, les écoles et les centres de formation d'EFTP sont fermés dans le cadre des mesures de lutte contre la pandémie de la COVID-19. L'apprentissage en milieu professionnel, la formation en apprentissage et les stages professionnels sont affectés par la fermeture des lieux de travail. Les entreprises qui sont restées ouvertes ne permettent qu'au personnel essentiel de travailler dans leurs locaux. Dans quelques pays où les centres de formation sont restés ouverts, les formateurs et les étudiants suivent les recommandations de l'OMS sur la prévention et le contrôle des infections. Cependant, la participation aux formations a été largement affectée en raison des restrictions gouvernementales sur les transports publics. En outre, l'incertitude a contribué à la démotivation des étudiants. Dans certains cas, les étudiants qui résident en internat sont retournés rejoindre leur famille. Les examens et les évaluations ont été reportés. Les étudiants, et en particulier ceux qui terminent leur diplôme dans l'année en cours, craignent de ne pas pouvoir terminer leur formation et s'inquiètent de leur entrée sur le marché du travail. Les formateurs doivent relever le défi de réadapter le contenu de la formation à des environnements où les interactions avec les étudiants sont largement réduites, et à un calendrier scolaire qui a été perturbé. En effet, l'impact positif de la transformation de l'agriculture par un enseignement professionnel durable est inévitablement entravé.

Comment réduire l'impact de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire

Recommandations pour réduire l'impact de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire :

- Renforcer les capacités de production pour faire face aux vulnérabilités économiques.
- Améliorer les capacités pour mieux gérer les crises alimentaires et pandémiques.
- Éviter les restrictions inutiles à l'exportation qui pourraient affecter les efforts à long terme du continent pour lutter à la fois contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire.
- Pendant cette pandémie, les gouvernements doivent donner la priorité et assurer la circulation des aliments et des services essentiels associés.
- Sur le continent, il faut réduire la dépendance à l'égard des produits de base, qui a été l'un des facteurs clés augmentant la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire.
- Assurer la mise en œuvre complète de la zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA) qui permet et soutient l'approvisionnement en denrées alimentaires sur des marchés régionaux plus proches.

Auteur : Dr Ayele Gizachew, consultant pays en Éthiopie, SIFA

Liens et ressources

- <https://unctad.org> (COVID-19: A threat to food security in Africa)
- [Stringer, A. \(2014\). One health: Improving animal health for poverty alleviation and sustainable livelihoods, The Veterinary record 175\(21\).](#)
- www.fao.org (Extension and advisory services: at the frontline of the response to COVID-19 to ensure food security, Legal considerations in the context of responses to COVID-19 to mitigate the risk of food insecurity)
- <https://www.ilo.org/> (Technical Note – Survey with TVET providers, policy-makers and social partners on addressing the COVID-19 pandemic in West Africa)

DÉVELOPPER L'ACQF, C'EST CONSTRUIRE DES PONTS

L'éducation, les compétences et les certifications sont au cœur de la renaissance de l'Afrique. Le cadre continental africain des certifications est une politique importante appuyée par des stratégies et initiatives clés de l'Union africaine (UA) :

- Agenda 2063¹
- Zone de libre-échange continentale africaine²
- Protocole du Traité instituant la Communauté économique africaine, relatif à la libre circulation des personnes, au droit de résidence et au droit d'établissement (Protocole de l'UA sur la libre circulation)³
- Stratégie d'éducation continentale pour l'Afrique (CESA 16-25)⁴

Le développement de l'ACQF a été officiellement lancé lors de l'atelier inaugural qui s'est tenu au siège de l'UA les 2 et 3 septembre 2019. Le processus (2019-2022) est participatif, basé sur l'analyse et les preuves, et s'appuie sur les expériences africaine et mondiale. À la mi-2022, le document politique et technique de l'ACQF, soutenu par un plan d'action sera soumis à la décision de l'UA. Un ensemble de lignes directrices techniques, une plateforme web avec une base de données et des outils sur les certifications, ainsi qu'un réseau d'experts formés au cours du processus de développement de l'ACQF contribueront à faire de l'ACQF une réalité durable.

Dès le début de la pandémie de la COVID-19, le processus de l'ACQF est passé au numérique, instaurant la mise en réseau active, des activités d'apprentissage par les pairs et l'entente mutuelle entre les parties prenantes des cadres nationaux des certifications (CNC). Ce processus associe l'apprentissage et l'acquisition de connaissances avec la socialisation, construisant ainsi des ponts.

L'étude cartographique de l'ACQF est le premier élément de base du processus, offrant une vue d'ensemble actualisée et complète du contexte et de la dynamique des cadres des certifications sur le continent. L'étude intègre les connaissances et les données recueillies par plusieurs sources d'information :

- i) l'enquête en ligne, avec des réponses de 33 pays ;
- ii) des analyses plus approfondies au niveau national et régional et
- iii) des recherches documentaires sur la législation, les informations techniques et les ressources en ligne.

L'étude cartographique comprend plusieurs types d'analyse :

- a. Rapport de l'enquête en ligne de l'ACQF ;

Vision pour l'ACQF

Améliorer la comparabilité, la qualité et la transparence des certifications de tous les sous-secteurs et niveaux d'éducation et de formation tout en soutenant les résultats de l'apprentissage tout au long de la vie ;

Faciliter la reconnaissance des diplômes et des certificats ;

Travailler en complémentarité avec les cadres nationaux et régionaux des certifications, et soutenir la création d'un espace éducatif africain commun ;

Promouvoir la coopération et l'alignement entre les cadres des certifications (nationaux, régionaux) en Afrique et dans le monde.

- b. Disponibles en ligne : rapports par pays (Afrique du Sud, Angola, Cameroun, Cap-Vert, Égypte, Éthiopie, Kenya, Maroc, Mozambique, Sénégal, Togo) et rapports sur les cadres de certifications de trois communautés économiques régionales (CER) - Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)
- c. Une analyse et une synthèse complètes. Les pays et les CER ont été sélectionnés sur la base de quatre critères, à savoir (1) la couverture linguistique des quatre langues de l'Union africaine ; (2) la couverture des différentes étapes de développement/mise en œuvre des CNC ; (3) la couverture de différentes régions géographiques africaines; et (4) les CER avec un développement plus tangible de leurs cadres régionaux de certification (CRC).

L'étude cartographique de l'ACQF a été la première à publier une analyse des cadres/systèmes des certifications d'un certain nombre de pays africains et de CER, non inclus dans les récentes éditions sur les cadres des certifications. Il s'agit de pays dont les expériences en matière de CNC sont rarement connues, bien que significatives : Angola, Cameroun, Cap-Vert, Mozambique, Sénégal, Togo et le cadre des certifications de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE). Ces cas ont enrichi notre connaissance des modèles de CNC dans les différents contextes culturels et régionaux du continent. Une connaissance approfondie et une mise à profit de la diversité pour améliorer la transparence et la comparabilité des certifications est un aspect fondamental du processus de développement du cadre des certifications de l'ACQF.

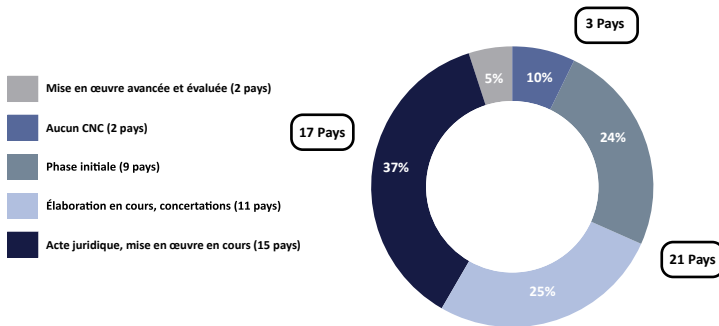
Les cadres des certifications sont à différents stades de développement et de mise en œuvre sur le continent. Les discussions et les échanges dans le cadre du processus de l'ACQF ont révélé des CNC de types et de rythmes différents. Aux fins de l'analyse dynamique, l'étude cartographique utilise cinq étapes pour classer les différents contextes de développement et de consolidation des cadres des certifications :

1. Le cadre des certifications n'est pas en place, le processus d'élaboration n'a pas commencé
2. Le cadre des certifications est à un stade précoce de réflexion, premières étapes de l'élaboration du cadre national des certifications
3. Le cadre des certifications est en cours d'élaboration, consultation

des parties prenantes, des experts

4. Le cadre des certifications est en place, approuvé en tant qu'acte juridique, mise en œuvre commencée
5. Le cadre des certifications est en cours de mise en œuvre depuis un certain temps, il a été revu et des amendements ont été adoptés

Cartographie de l'ACQF – les CNC en Afrique, par étapes (01/11/2020) 41 pays



Source: Étude cartographique de l'ACQF: a) enquête en ligne, b) visites et rapports de pays, c) recherche documentaire, d) échanges continus (webinaires d'apprentissage par les pairs)

L'étude cartographique a mis en évidence les situations suivantes dans les différentes régions géographiques africaines :

- La majorité des cadres des certifications en Afrique au stade de la mise en œuvre se trouvent dans des pays de la région d'Afrique australe, où le cadre des certifications de la SADC est bien établi. Ces CNC ont été mis en œuvre sur une plus longue période et disposent par conséquent de bases juridiques, d'instruments opérationnels et de structures de gouvernance bien établis qui maintiennent et garantissent leur intégrité. Deux des plus récents CNC sont situés dans la SADC : le Royaume d'Eswatini (approuvé en août 2020) et le Lesotho (approuvé en juin 2019).
- Les récents développements en Afrique de l'Est, notamment au Kenya (depuis 2014), sont à noter avec la mise en place de la base juridique, de la structure de gouvernance, du nouveau registre des certifications en ligne. Au Burundi, le CNC en est au processus légal d'approbation. L'Éthiopie a conçu les bases conceptuelles techniques de son CNC, mais le début de la mise en œuvre nécessite encore des processus habilitants.
- En Afrique de l'Ouest, il y a un panorama plus diversifié de cadres des certifications : certains pays, notamment le Sénégal et le Togo, ont mis en place des systèmes de certifications sectoriels, tels que le LMD (Licence Master Doctorat) dans l'enseignement supérieur, et un système d'EFTP des niveaux de certifications, mais pas encore de cadre national des certifications intégré complet. Le Ghana met en œuvre un cadre d'EFTP à huit niveaux et élabore actuellement un cadre national des certifications intégré englobant l'enseignement supérieur. Le Cap-Vert est un exemple rare dans la région avec un CNC complet, avec une décennie d'expérience opérationnelle régie par une entité spécialisée, qui n'était pas bien connue avant le processus de cartographie de l'ACQF. D'autres pays d'Afrique de

l'Ouest comme la Sierra Leone et la Guinée-Bissau ont entamé en 2020 les premières étapes de leur processus d'élaboration d'un cadre national des certifications.

- En Afrique centrale, le Cameroun met en œuvre le cadre LMD dans l'enseignement supérieur depuis 2007, ainsi qu'un système de niveaux et des types de certifications dans l'EFTP. Comme la stratégie nationale d'éducation de 2020 donne la priorité à l'établissement d'un cadre national des certifications, un groupe de parties prenantes a entamé une réflexion en 2017 et un projet spécifique doté de ressources importantes a été approuvé pour démarrer en 2020.
- En Afrique du Nord, l'Égypte, le Maroc et la Tunisie ont légalement établi leur cadre national des certifications depuis un certain temps et continuent à travailler à la mise en place de structures de mise en œuvre et de registres des certifications.
- Les CNC sont associés à une série d'objectifs stratégiques et politiques qui peuvent être regroupés en fonction des éléments suivants :
 - Intégration, cohérence et résistance entre les résultats d'apprentissage et les certifications de tous les sous-systèmes.
 - Qualité, transparence, visibilité accrue et confiance des utilisateurs finaux : en introduisant des approches fondées sur les résultats d'apprentissage, la participation des parties prenantes à l'élaboration et à l'approbation des certifications et la disponibilité des informations des utilisateurs grâce à des instruments numériques et en ligne.
 - Parité du respect et de la valeur de l'apprentissage dans différents contextes et sous-systèmes : académique, professionnel, formel, non formel.
 - Inclusivité : les certifications peuvent être obtenues par la validation de l'apprentissage non formel, la reconnaissance de l'expérience de travail et de vie, accessibles aux personnes ayant un bas niveau de scolarité.
 - Comparabilité et reconnaissance des diplômes et certificats aux niveaux régional et mondial.
 - Objectifs sociétaux et économiques plus larges, en particulier: augmenter le stock de main-d'œuvre qualifiée ; améliorer l'employabilité des titulaires des certifications ; renforcer la compétitivité et la productivité des secteurs économiques ; aligner le système des certifications sur la demande et l'évolution des besoins en compétences.

Il est important de noter que les webinaires d'apprentissage par les pairs de l'ACQF, organisés de juillet à fin octobre 2020, ont été des sources majeures d'informations actualisées sur les dynamiques et les initiatives en cours liées aux cadres nationaux et régionaux en Afrique. Dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, ces webinaires d'apprentissage par les pairs ont largement remplacé les ateliers de l'ACQF 2020 initialement prévus et ont permis aux acteurs de l'ACQF de rester connectés, informés et sensibilisés.

Apprentissage par les pairs ACQF 2020 : partage des expériences sur les cadres des certifications



« L'apprentissage par les pairs de l'ACQF a rapproché les pays et nous a donné accès à de vastes connaissances sur les CNC en Afrique nous permettant de faire des comparaisons, d'analyser les solutions éprouvées et de comparer nos résultats », a déclaré un participant.⁶



Les restrictions de la COVID-19 ont ouvert la voie à la numérisation d'une partie importante des activités de l'ACQF. Cette transformation numérique contribue à construire davantage de ponts et établir de meilleures interactions d'apprentissage mutuel entre les parties prenantes. Les participants ont commencé à se mettre en réseau et à partager des informations, alors que leurs pays travaillent aux premières étapes de l'élaboration du cadre national des certifications. La circulation des connaissances a commencé, l'expertise africaine en matière de CNC est en mouvement.

Lors des sept webinaires d'apprentissage par les pairs organisés du 2 juillet au 29 octobre 2020, 22 cas (cadres nationaux et régionaux des certifications) d'Afrique, d'Europe, du Moyen-Orient et d'Asie, ont été présentés par des représentants expérimentés et de haut niveau des autorités et agences compétentes. Cela a commencé avec le cas d'un CNC dynamique (Kenya) et s'est terminé avec l'une des plus jeunes initiatives de CNC (Sierra Leone).

Il existe un grand intérêt pour le partage d'expériences et l'apprentissage par les pairs concernant les questions liées aux cadres et systèmes de certifications parmi les pays africains. L'ACQF est considéré comme un catalyseur pour comprendre les politiques, pour la convergence des pratiques et des outils permettant des certifications

comparables et transparentes, et finalement pour une mobilité équitable.

La plupart des pays attendent que l'ACQF soutienne le développement de cadres des certifications et de mécanismes opérationnels aux niveaux régional et national. Ce sont des aspects clés de la réalisation des ambitions de l'Agenda 2063 et du CESA-25. Il ne s'agit pas d'emprunts politiques, mais de transparence sur les différences et les similitudes. Ce sont les ponts d'entente mutuelle inhérents au processus participatif de l'ACQF.

Auteure : Eduarda Castel-Branco,
Fondation européenne pour la formation.

Courriel : ecb@etf.europa.eu

Liens

- 1 [Agenda 2063](#)
- 2 [AfCFTA, Fiches d'information sur l'AfCFTA](#)
- 3 [Protocole de libre circulation de l'UA](#)
- 4 [CESA 2016-2025](#)
- 5 CEDEFOP, ETF, UNESCO, Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie, Global Inventory of Regional and National Qualifications Frameworks (édition 2019). [Trois éditions précédentes sont disponibles en ligne.](#)
- 6 [Apprentissage par les pairs de l'ACQF](#)

SOLUTIONS D'APPRENTISSAGE EN MILIEU PROFESSIONNEL POUR L'AFRIQUE :

PENDANT LA COVID-19 ET AU-DELÀ



Photo: Rido/Shutterstock.com

Le réseau mondial d'apprentissage GAN, en partenariat avec la CUA, l'AUDA-NEPAD et le British Council, a organisé un webinaire le 14 août, dans le cadre de la Journée internationale de la jeunesse, pour aborder les politiques actuelles et les solutions pratiques pendant la pandémie de la COVID-19. Tous les partenaires ont souligné la nécessité d'assurer une réponse solide et souple à la pandémie, qui progresse sans relâche à l'échelle mondiale. L'impact profond sur le monde du travail a été un élément important de la discussion.

Outre la menace pour la santé publique, les perturbations économiques et sociales provoquées par la COVID-19 menacent les moyens de subsistance et le bien-être à long terme de millions de personnes. Les effets négatifs de la pandémie se répercutent sur l'économie africaine à moyen terme, et pourraient être bien plus graves que son impact sur la santé, étant donné la fragilité des économies du continent, l'étendue de l'économie informelle et la dépendance à l'égard de l'aide et du soutien des donateurs internationaux. Pour que l'Afrique sorte durablement de l'impact de la COVID-19, il faut renforcer les compétences de la main-d'œuvre actuelle et future, et réduire la fracture numérique.

Ce point a été souligné par tous les intervenants, dont Prudence

Ngwenya, responsable du développement des ressources humaines et de la jeunesse à la Commission de l'Union africaine, Robert Njoroge, responsable du portefeuille « Compétences et entreprises » pour l'éducation en Afrique subsaharienne, au British Council, Unami Mpfu, responsable de programme des compétences et de l'emploi pour les jeunes à l'AUDA-NEPAD, Cheryl James, coordinatrice régionale en Afrique australe pour l'Initiative compétences pour l'Afrique (GIZ SIFA), Magnus Johnson, responsable de la philanthropie pour l'Afrique subsaharienne chez Microsoft, Bella Mupurua, agent de liaison du GAN pour la fédération namibienne des employés (Namibian Employers Federation, NEF) et Gladys Quarshie, experte nationale en apprentissage pour le projet I-WORK du British Council.

Mme Ngwenya a noté que presque tous les 55 États membres du continent ont temporairement fermé des établissements d'enseignement pour contenir la propagation de la pandémie de la COVID-19, ce qui a gravement affecté les opportunités d'apprentissage. Les intervenants ont souligné qu'avant l'émergence et la propagation de COVID-19, les systèmes d'éducation et de formation en Afrique étaient déjà confrontés à des défis critiques en termes d'accès, de qualité et de

pertinence. Pour les personnes marginalisées, y compris les filles et les femmes, les personnes déplacées et les réfugiés, la situation était déjà désastreuse et, malheureusement, ils sont toujours les plus vulnérables. À ces facteurs s'ajoute le fait que la fracture numérique entre l'Afrique et les régions développées s'est encore aggravée avec la COVID-19.

La réponse rapide de la division de la jeunesse de l'Union africaine a été saluée, grâce à l'élaboration avec les partenaires d'une stratégie axée sur les jeunes. Les solutions proposées couvrent un large éventail de politiques allant de la santé et de l'assainissement, à l'éducation, en passant par l'innovation et l'esprit d'entreprise. L'UA adopte également le cadre de la stratégie africaine de transformation numérique qui vise à offrir une approche intégrée pour transformer les systèmes d'éducation et de formation en Afrique en mettant l'accent sur : la connectivité numérique, les opportunités d'apprentissage en ligne et hors ligne, les enseignants en tant que facilitateurs de l'apprentissage, la sécurité en ligne et hors ligne, ainsi que l'offre d'apprentissage axée sur les compétences. La collaboration et les partenariats pour faire face à l'impact étendu de la COVID-19 ont été encouragés et soulignés comme un moteur clé du changement.

La nécessité de partenariats solides pour relever les défis auxquels le continent est confronté a été soulignée par tous les intervenants ainsi que la nécessité de réfléchir de manière innovante aux solutions.

Les intervenants ont partagé le travail qu'ils ont effectué, les solutions qui ont été mises en œuvre pour répondre à l'impact de la COVID-19, et le futur monde du travail. En voici quelques-unes :

- Le programme I-WORK du British Council (Improving Work Opportunities - Relaying Knowledge). L'objectif de ce projet est d'améliorer l'enseignement et la formation techniques et professionnels afin de donner aux habitants de tout le Commonwealth de meilleures chances d'obtenir un emploi valorisant.
- Le travail de la SIFA comprend : Étude d'analyse macroéconomique sectorielle pour identifier l'impact de la COVID-19 sur la croissance économique et les opportunités d'emploi, une note d'orientation sur l'évaluation rapide des compétences pendant la COVID-19 (en collaboration avec l'OIT), étude comparative de réponses à la COVID-19 entre le Kenya et l'Afrique du Sud, le troisième volet de financement de la SIFA pour les réponses innovantes, traitant de l'impact de la pandémie sur la formation technique et professionnelle.
- Toutes les ressources sont disponibles sur le portail ASPYEE
- Microsoft a lancé une initiative passionnante intitulée « Skills for Employment » (compétences pour l'emploi), dont l'objectif est de former 25 millions de personnes dans le monde entier aux dix emplois technologiques prioritaires. En partenariat avec LinkedIn, LinkedIn Learning et GitHub, Microsoft a également développé une gamme de cours, encourageant les individus à acquérir de nouvelles compétences, ce qui peut aider à recycler ceux qui ont été mis à pied. Pour plus d'informations sur cette initiative, cliquez ici.
- La Fédération des employeurs namibiens (NEF), avec l'assistance de

l'OIT, a publié un certain nombre de guides qui aident à relever les défis liés à la COVID-19 : le « Guide sur le travail à domicile », le « Plan de poursuite des activités », le lancement du guide sur le droit du travail de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et le « Guide sur la contamination à la COVID-19 sur le lieu de travail ». Ces documents, ainsi que « L'Enquête sur l'impact de la COVID-19 sur les entreprises namibiennes », peuvent être consultés ici .

- Le cadre ghanéen de formation basée sur les compétences, la mise en place d'un cadre national des certifications pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels (NTVETQF) et d'organismes de compétences sectorielles, ainsi que la mise à niveau, l'apport en équipement et outils pédagogiques dans les établissements sont des éléments importants du renforcement des institutions et de la création d'un cadre d'EFTP habilitant et réactif.

Les intervenants du webinaire ont tous souligné la nécessité de revoir les systèmes et initiatives d'apprentissage et d'évaluer le rôle de ces solutions afin d'améliorer l'acquisition de compétences, la compétitivité et le renforcement des compétences de la main-d'œuvre, le développement économique et l'emploi des jeunes. La discussion a également abordé les défis actuels tels que les parcours professionnels, l'accès à l'apprentissage tout au long de la vie et en milieu professionnel ainsi que l'amélioration des systèmes d'enseignement professionnel qui offrent un retour solide sur investissement. Des politiques efficaces de développement des compétences et des pratiques d'apprentissage sur le lieu de travail alignées sur l'avenir du travail ainsi qu'un engagement de tous les partenaires sont nécessaires pour garantir que les plus vulnérables et les plus marginalisés ne reculent pas davantage dans la pauvreté.

Auteure : Cheryl James, coordinatrice régionale de la SIFA pour l'Afrique australe

Courriel: Cheryl.james@giz.de

Liens

Copie électronique du document de réflexion et enregistrement du webinaire

[« Solutions d'apprentissage en milieu professionnel pour l'Afrique : pendant la COVID-19 et au-delà ».](#)

ÉNERGIES RENOUVELABLES À LA RESCOUSSE

DE L'ÉLECTRICITÉ POUR TOUS !



Jeune fille faisant ses devoirs dans la campagne camerounaise, Photo © Groupe Banque mondiale

Au Cameroun, les habitants se rassemblent dans certaines maisons pour regarder un match de football, une série télévisée ou simplement charger leur téléphone portable. Ces maisons, qui sont approvisionnées par l'énergie solaire et qui ne sont pas exposées aux fréquentes coupures de courant. L'accès à l'électricité du réseau national représente un coût élevé et une dépense importante pour les foyers.

Depuis plusieurs années, le Cameroun est confronté à un important déficit énergétique. Selon la Banque mondiale, 48 % de la population n'a pas accès à l'électricité et 26 % de cette population vit dans des endroits non raccordés au réseau électrique national.

D'autre part, le Cameroun est la plus grande économie de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) et est doté de riches ressources naturelles, dont le pétrole et le gaz, les minéraux, les espèces de bois de grande valeur et les produits agricoles, tels que le café, le coton, le cacao, le maïs et le manioc. Malgré son faible niveau d'industrialisation, des entreprises de divers secteurs transforment ces ressources naturelles dans divers domaines tels que l'agroalimentaire, l'exploitation minière, la métallurgie, la production de ciment et les brasseries, entre autres. La croissance de la population camerounaise implique une demande d'énergie toujours plus importante. Outre la

croissance démographique, la demande d'énergie augmente en réponse à la croissance des secteurs commercial et industriel. La capacité de production du pays est d'environ 1300 MW pour une demande estimée à environ 3000 MW. De même, dans le contexte d'un approvisionnement électrique limité dans tout le pays, la demande d'énergie renouvelable, comme l'énergie solaire, est en hausse, devenant la seule source fiable pour de nombreux ménages. Afin de surmonter ce déficit de production, le gouvernement et les municipalités du Cameroun élaborent des stratégies pour faire face à cette pénurie d'énergie.

Cette demande va de pair avec la demande de compétences appropriées dans le secteur des technologies des énergies renouvelables, ce qui crée de nouvelles opportunités d'emploi, notamment pour les jeunes. Des sources d'énergie alternatives ont été envisagées depuis plusieurs années. Les progrès technologiques ont globalement fait baisser les coûts, comme en témoigne la diminution du coût des panneaux solaires, des éoliennes et d'autres sources, ce qui permet de remplacer les sources d'énergie fossiles, limitées et peu respectueuses de l'environnement.

Le déploiement des énergies renouvelables devrait jouer un rôle de premier plan pour répondre aux impératifs mondiaux en matière

de climat et de protection de l'environnement et ouvrir la voie à une croissance durable et inclusive.

En 2015, un projet pilote d'énergie éolienne dans les monts Bamboutos (région occidentale du Cameroun) a été lancé avec la construction d'une centrale électrique de 42 MW pouvant être étendue à 80 MW.

Des études sont en cours pour la construction d'une centrale solaire de 20MW à Lagdo, dans la région nord du Cameroun. Des centrales solaires sont opérationnelles dans les municipalités de Lomié et de Djoum, respectivement dans les régions de l'est et du sud du Cameroun.

166 mini-centrales solaires d'une capacité de 11,2 MW sont également en construction et approvisionneront environ 22 000 foyers dans les 10 régions du pays.

Quatre grands projets de barrages hydroélectriques sont en cours de construction : Mekin (15 MW), Memve'ele (211 MW), Lom Pangar (barrage) et Nachtigal (420 MW). Deux de ces projets sont financés par la Banque mondiale : le projet hydroélectrique de Lom Pangar, qui permettra de produire jusqu'à 6 000 MW d'hydroélectricité sur la rivière Sanaga et le projet hydroélectrique en amont de Nachtigal, qui permettra la construction d'un barrage de 420 MW. La centrale de Nachtigal sera connectée au réseau du sud, qui représente environ 94 % de la consommation nationale d'électricité au Cameroun.

Au Cameroun, la pénurie d'emplois et le manque d'énergie sont évidents. Il faut donc des techniciens compétents, formés aux énergies renouvelables, capables de faire fonctionner les technologies et les équipements et d'assurer leur installation et leur maintenance.

L'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) estime que le nombre d'emplois dans le domaine des énergies renouvelables atteindrait 42 millions dans le monde d'ici 2050, dont 21 millions grâce à des mesures d'efficacité énergétique et 15 millions grâce à la flexibilité du système.

Le projet de la SIFA : Centre d'excellence en énergies renouvelables de l'Université de Yaoundé 1

Pour répondre à la demande de techniciens formés, capables d'installer, de réparer et d'entretenir des systèmes photovoltaïques et éoliens, la SIFA finance la construction et la fourniture d'équipements d'un Centre d'excellence en énergies renouvelables à l'Université de Yaoundé 1, associant à la fois les aspects théoriques et pratiques de la formation.

L'équipement de pointe permettra de simuler le fonctionnement en temps réel des systèmes de production, de transmission et de distribution d'énergie électrique. Les jeunes Camerounais et ceux des pays voisins sont encouragés à profiter de cette opportunité de formation pour acquérir des compétences liées à l'emploi dans le secteur des énergies renouvelables.

Le projet de la SIFA, un partenariat entre l'Université de Yaoundé, en tant que partenaire national et Lucas Nülle, en tant que partenaire international, aura certainement un impact sur le développement des compétences et la création d'emplois dans le secteur des énergies renouvelables.

Les caractéristiques principales du projet sont les suivantes :

1. Formation pratique permettant un apprentissage concret pour des connaissances approfondies par l'application.
2. Contenu d'apprentissage numérique et logiciel d'apprentissage, permettant la conception, la préparation et le suivi des leçons, notamment dans le contexte de la récente pandémie de la COVID-19.



Équipement de formation Lucas Nülle, Photo : © LN

3. La structure modulaire, composée de panneaux individuels, permet une organisation flexible pour l'enseignement et pour l'avenir. Sur le plan didactique, elle permet à l'université d'utiliser les systèmes de formation à des fins très différentes : du débutant à l'étudiant avancé, en formation continue ou en formation initiale. Tout le monde apprend sur le même équipement.

Le projet assure la mise en place de l'équipement et la formation des enseignants, mais il met également en œuvre le concept dans son intégralité. L'Université de Yaoundé 1 et la société d'ingénierie allemande Lucas Nülle GmbH collaborent sur ce projet en définissant des structures et des mesures de marketing pour permettre l'accès en particulier aux étudiants à faibles revenus et aux femmes.

Parallèlement à la création d'emplois par la formation professionnelle, la croissance économique est très probablement stimulée, même dans les zones rurales. Le projet est un défi politique important, le pays peut tirer parti de grandes opportunités des énergies renouvelables.

Auteurs : Alain Tsemogne Sado, consultant pays de la SIFA au Cameroun et Sabina von Kessel, experte en communication et conception de la SIFA.

L'IMPACT DE LA PANDÉMIE SUR L'ÉDUCATION, EN PARTICULIER SUR LES FILLES

LES ÉCOLES SONT FERMÉES AU KENYA !



Sheila est assise à la table qu'elle partage avec trois autres membres de la famille. Elle étudie dans ses manuels scolaires pour les examens de sa dernière année d'école primaire. Sa mère, Florian, l'aide à faire ses devoirs. Elle craint d'échouer à ses examens ou de redoubler en raison de la pandémie de la COVID-19, qui a entraîné la fermeture de toutes les écoles du Kenya. Photo : Brian Otieno, Kibera

À la mi-mars 2020, le gouvernement kenyan a brusquement fermé des écoles et des établissements d'enseignement supérieurs dans tout le pays en réponse à la COVID-19. Près de 25 millions d'élèves et d'étudiants, de l'école maternelle au niveau supérieur ne savent pas quand ils reprendront leurs études. La reprise est prévue pour janvier 2021, la plus longue période de non-scolarisation pour les élèves et les étudiants. L'éducation et la formation sont importantes, car elles constituent le fondement du bien-être social, de la main-d'œuvre qualifiée, de la croissance économique et de la stabilité d'un pays. Les coûts sociaux et économiques seront inégaux, avec des conséquences dévastatrices pour les apprenants les plus vulnérables, en particulier pour les filles des communautés rurales et marginalisées. L'impact de la fermeture des écoles se fait sentir à tous les niveaux : de l'hygiène féminine, à la violence sexiste et aux carences éducatives.

De nombreuses filles comptent sur les serviettes hygiéniques distribuées gratuitement dans leur école, mais comme les écoles sont toutes fermées, elles n'ont plus accès à ces nécessités de base. « J'avais l'habitude de me procurer des serviettes hygiéniques dans mon école

à Kibera. Maintenant que les écoles sont fermées, je dois utiliser des morceaux de tissu, ce qui est inconfortable », explique Nisera, 16 ans. Selon Plan International, les fermetures d'écoles liées à la Covid-19 frappent les filles le plus durement. En effet, le fait de ne pas aller à l'école accroît la vulnérabilité des adolescentes. Les périodes économiques déprimantes et la fermeture des écoles sont connues pour pousser les adolescentes de familles pauvres à des activités sexuelles en échange de nourriture et d'autres produits de base. En raison de leur vulnérabilité, la fermeture des écoles pendant la pandémie entraînera non seulement des grossesses précoces et non désirées, mais aussi des mariages précoces ou la contraction d'infections sexuellement transmissibles (IST), dont le VIH/Sida.

Pour faire face à la pandémie de la COVID-19, l'UNESCO a lancé une campagne qui appelle à des efforts pour sauvegarder les progrès réalisés en matière d'éducation des filles, assurer la continuité de l'apprentissage des filles pendant la fermeture des écoles et promouvoir le retour en toute sécurité des filles à l'école une fois que celles-ci rouvrent. Cette campagne fait référence aux 130 millions de filles qui n'étaient déjà pas



Elizabeth, 12 ans, et Justin, 10 ans en cours moyen suivent une « leçon d'études sociales » sur la chaîne EDU TV tout en faisant leurs devoirs à la maison à Kibera. Photo Brian Otieno, Kibera

scolarisées avant la pandémie et appelle la communauté internationale à travailler ensemble de toute urgence pour garantir leur droit à l'éducation.

Dans le comté de Kirinyaga, M. Maina, de l'école Mwea Brethren, élève 1 100 poulets dans ce qui était autrefois des salles de classe, pour gagner sa vie et payer les prêts bancaires en cours, qu'il avait obtenus pour agrandir son école. M. Maina dit que certains enseignants de son école l'ont appelé pour lui demander s'ils pouvaient faire quelque chose « Mais malheureusement, nous n'avons même pas assez pour nous nourrir », dit-il.

La fracture numérique

L'apprentissage numérique a été proposé comme alternative, mais cela n'aide pas les étudiants qui vivent dans des zones rurales et des habitats informels encombrés et sans électricité ni accès à Internet.

Le ministère kenyan de l'éducation et d'autres agences ont indiqué que les apprenants devraient entreprendre un apprentissage en ligne ou un apprentissage à l'aide de la télévision, à la radio, sur des applications ed-tech et sur des téléphones portables. Bien que cet apprentissage puisse avoir lieu dans les zones urbaines, pour de nombreux enfants marginalisés dans les villages isolés de certaines parties des comtés de Kajiado, Narok, Samburu, Turkana et Kilifi, par exemple, il n'y a pas d'électricité dans les foyers, cela exclut les apprenants de l'apprentissage en ligne. Les parents ont été obligés de jouer le rôle de l'enseignant dans cette nouvelle norme d'apprentissage. C'est une charge supplémentaire pour les parents, en particulier ceux qui n'ont peut-être pas progressé dans leur scolarité. Le manque de ressources financières, pour acheter régulièrement des forfaits Internet, empêche également les élèves de participer à l'apprentissage.

Les enseignants ont du mal à joindre les deux bouts

Depuis la fermeture des écoles en mars 2020, les enseignants employés par le conseil de gestion dans les écoles publiques et privées se battent au point de faire des petits boulots pour joindre les deux bouts. Ils n'ont



Joseph Maina a transformé les salles de classe de son école pour y élever des volailles à des fins commerciales.

pas reçu leur salaire depuis la fermeture des écoles. Certains enseignants se sont maintenant tournés vers des emplois subalternes pour survivre. De la conduite de boda bodas (motos) au travail occasionnel comme le travail sur les chantiers de construction, ils ont été contraints de trouver d'autres sources de revenus.

La réponse de la SIFA à la pandémie

La SIFA développe des mesures innovantes pour contribuer à

atténuer l'impact de la crise de la COVID-19.

Il s'agit notamment de :

- Aider les projets qui introduisent des méthodes d'apprentissage numérique plus abordables dans les écoles et les établissements d'enseignement supérieur afin que les élèves/étudiants puissent continuer à apprendre à la maison en attendant la reprise normale de leur scolarité. En outre, ces innovations se poursuivront même après la reprise des cours dans les écoles et les établissements d'enseignement supérieur et leur permettront d'adopter plus facilement l'apprentissage mixte dans le cadre de leur formation.
- Soutenir les projets qui fournissent de l'énergie renouvelable solaire et éolienne dans les zones rurales où le réseau national n'est pas encore en place. Ainsi, les apprenants et les enseignants peuvent accéder à l'électricité et à l'Internet dans les écoles et à la maison.
- Soutenir les projets qui incitent les jeunes, et en particulier les filles, à protéger l'environnement par le recyclage et l'utilisation de technologies d'économie d'énergie au niveau domestique.
- Consulter le secteur privé, par exemple, l'Alliance du secteur privé du Kenya (KEPSA), en soutenant l'accès à des forfaits Internet abordables pour les jeunes pauvres et marginalisés des zones rurales et des bidonvilles afin de leur permettre de poursuivre leur apprentissage en ligne.
- Programmes de soutien pour former et conseiller les enseignants à adopter l'enseignement en ligne.
- Programmes d'aide visant à offrir des cours de courte durée pour former les enseignants sur des compétences spécifiques permettant de générer des revenus pendant la période de COVID-19 : ceux des zones rurales dans des cours tels que l'apiculture, l'aviculture, l'horticulture de légumes et de tomate et ceux des zones urbaines dans des cours tels que la fabrication de savon liquide, le séchage au soleil de légumes et de fruits et la fabrication de serviettes hygiéniques réutilisables pour les étudiants issus de communautés pauvres et marginalisées.

Auteur : James Wamwangi, consultant pays de la SIFA, au Kenya

RÉPONDRE AUX BESOINS DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS D'EFTP POUR ÉTABLIR DES PARTENARIATS DURABLES ET EFFICACES AVEC LE SECTEUR PRIVÉ

L'IMPORTANCE DES PARTENARIATS

Message du terrain

Une enquête de référence a été menée par la SIFA au début de 2020, avec les institutions membres de la CAPA-ATUPA (EFTP) en vue de cartographier les initiatives conjointes de l'EFTP (côté offre) et du secteur privé (côté demande) sur le développement des compétences parmi les institutions EFTP participantes à travers le continent africain. L'enquête s'est principalement concentrée sur les institutions de l'offre (TVET).

Les résultats de cette enquête ont révélé un intérêt considérable et des besoins de renforcement des capacités des établissements d'EFTP en vue de structurer et de mettre en œuvre des partenariats durables avec le secteur privé. En outre, les établissements interrogés ont exprimé leur désir d'apprendre et de mettre en œuvre des politiques qui soutiennent des partenariats durables avec le secteur privé.

Le processus cherchera également à comprendre les mécanismes qui permettront la reproduction ou la mise à l'échelle des modèles et/ou des approches. Le processus aboutira à un manuel/guide basé sur les leçons pratiques tirées de divers partenariats innovants, réussis et durables entre les institutions d'EFTP et le secteur privé à travers le continent africain. Les observations et informations clés recueillies pourraient contribuer à l'élaboration de recommandations politiques visant à soutenir les partenariats entre l'EFTP et le secteur privé.

Vous voulez participer au processus ? Collaborez avec nous ! Veuillez nous contacter si vous connaissez des exemples de bonnes pratiques de collaboration et de partenariat sur le continent. Nous cherchons à comprendre l'approche qui sous-tend ces partenariats fructueux, durables et efficaces.



Collaborer avec les partenaires locaux

Le renforcement des partenariats avec le secteur privé pour la qualité et la quantité des compétences exigées par le marché du travail est essentiel. Il existe sur le continent et dans ses environs des exemples de réussite qui constituent la base de ce partenariat. En suivant cette approche, la SIFA participera dans de vastes plateformes de participation des parties prenantes afin d'exploiter et de recueillir les expériences sur le terrain :

Interventions

L'équipe de la SIFA va entamer un processus d'étude des modèles et des approches potentiels qui peuvent être mis en œuvre par les responsables d'EFTP en vue d'établir et de construire des partenariats efficaces. Le

Auteurs : Zarina Khan, conseillère technique principale de la GIZ auprès de l'AUDA-NEPAD, Stephen Gichohi, conseiller technique junior de la GIZ auprès de l'AUDA-NEPAD.

Courriel : zarina.khan@giz.de, zipho.tshapela@giz.de

SYNERGIE GENRE ET AGROBUSINESS (SyGAb)

PROGRAMME D'APPRENTISSAGE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AGROBUSINESS AXÉ SUR LE GENRE



Les diplômés et partenaires de l'EFTPA pour femmes, comme on le voit ici au Ghana et au Burkina Faso, peuvent bénéficier du programme du SyGAb. Photos : À Gauche, GIZ/AgricToday, à droite, Butterfly Works

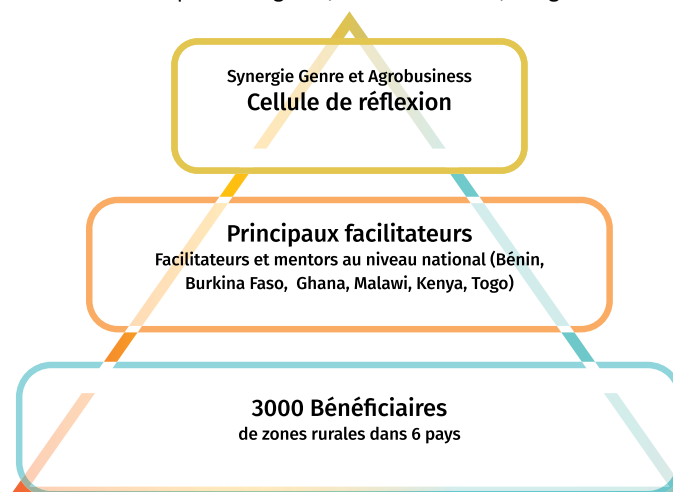
Le développement des compétences réunit traditionnellement les stagiaires dans un lieu central, où les formateurs les rejoignent. La COVID-19 a apporté d'énormes restrictions : les réunions de groupes plus importants ne sont souvent pas autorisées par la loi ou les stagiaires ne se sentent pas en sécurité. Même avant les restrictions et les craintes, l'apparition de moyens plus efficaces de formation pour le développement des compétences avait déjà eu un grand impact. L'un de ces moyens consiste à utiliser l'environnement authentique du stagiaire, un autre moyen consiste à réduire le nombre de stagiaires. L'efficacité du développement des compétences consiste à s'assurer que l'expérience est centrée sur le stagiaire.

Le projet EFTPA pour femmes (Enseignement et formation professionnels et techniques agricoles) a une approche de développement des compétences qui se concentre sur le stagiaire, ainsi que sur le genre. Il est intitulé « Synergie Genre et Agrobusiness » (SyGAb). Le SyGAb est un ensemble d'outils de développement de l'agrobusiness pour les entrepreneurs.

Il a été conçu pour trouver des solutions tenant compte du genre afin d'augmenter les revenus et de créer des emplois pour les individus et le bien-être de leurs communautés.

Le SyGAb est axé sur le marché et inclut l'entrepreneuriat basé sur le changement structurel lié au genre dans le secteur agricole et alimentaire.

Les objectifs du SyGAb sont les suivants : améliorer l'employabilité des femmes, augmenter les revenus et le pouvoir de décision des entrepreneures agricoles et développer un leadership commercial pour le changement structurel lié au genre. La mise en œuvre du SyGAb et du programme de formation spécifique qui en fait partie, le Power3, est conçue autour de principes andragogiques, ce qui signifie essentiellement « former les adultes » alors que pédagogie signifie « former les enfants ». Il est important de reconnaître que les agripreneurs adultes connaissent leur entreprise et ont réussi, ou du moins survécu, pendant un certain temps. L'ASG exploite et



L'approche SyGAb pour le développement des compétences dans l'entrepreneuriat pour l'EFTPA pour femmes 2020-2022

Le programme a été conçu dans le but d'atteindre au moins 3000 bénéficiaires des zones rurales de six pays africains :



Domestication du processus en alignant l'approche sur les stratégies et le contexte nationaux.

Cela inclut également l'appropriation du programme. La concertation avec les institutions partenaires aboutira à l'élaboration d'un guide opérationnel qui couvrira le calendrier convenu pour la formation, la disponibilité des facilitateurs, les outils et pratiques.



Sélection des partenaires, des institutions de formation, des facilitateurs et des mentors.

Signatures de protocoles de partenariat avec les institutions partenaires.



Développement des capacités des facilitateurs et des mentors sélectionnés pour le Power3.

Leur rôle et leurs responsabilités comprennent la co-facilitation, le mentorat et l'élaboration du plan de croissance de l'agrobusiness des bénéficiaires. Cela signifie clairement qu'il faut s'éloigner des méthodes d'apprentissage traditionnelles pour adopter des approches axées sur les adultes. C'est pourquoi la notion de facilitation et de mentorat est importante, créant l'opportunité « d'apprendre pour soi », « d'apprendre par l'expérience », le facilitateur étant le guide ou la main forte, et le mentor le conseiller expérimenté et de confiance.



Offre de formation pour les agripreneurs comprenant au moins 70 % de femmes.

Ils seront guidés pour établir une vision et ensuite pour élaborer leurs plans de croissance dans l'agrobusiness. Cette étape renforcera la capacité des facilitateurs et des mentors à travailler avec les agripreneurs et permettra d'organiser des séances de soutien et mentorat pour intégrer l'autonomisation des femmes dans l'entrepreneuriat agricole. Cela souligne l'importance de du travail personnel en facilitant le développement d'une vision et d'un plan d'entreprise propres. Les mentors ont un rôle de guide plutôt que celui d'instructeur.



Mise en œuvre des plans de croissance des agrobusiness.

À ce stade, les mentors assureront le suivi et l'évaluation des impacts du programme. D'autre part, les indicateurs de l'indice d'autonomisation des femmes dans l'agriculture (WEAI) seront utilisés lors des études de suivi pour mesurer l'ampleur de l'autonomisation des femmes.

s'appuie sur ces connaissances, et les utilise pour créer de meilleures opportunités plus durables pour les femmes dans l'agriculture. Les processus d'apprentissage sont donc expérientiels, passant « de ce que nous savons » à un territoire plus inconnu comme les processus d'autonomisation des femmes. Les avantages attendus du SyGAb sont multiples. Ils comprennent : un meilleur accès au marché du travail pour les agripreneuses, une sensibilisation et un engagement accru de la part de la communauté pour faire évoluer leur vie quotidienne pour une plus grande égalité des sexes, et la possibilité pour les agripreneurs de relever les défis commerciaux et d'identifier les étapes critiques

pour mettre en œuvre les changements identifiés pour la rentabilité de l'entreprise et le bien-être personnel.

Auteurs : Ingeborg Adelfang-Hodgson, avec des contributions de l'équipe EFTPA pour les femmes : Johann Engel, Miriam Heidtmann, Sara Jabril, Lamina Ratovonasy et Joan Githinji

Courriel: ingeborg.adelfang-hodgson@giz.de

L'AMBASSADRICE D'ALLEMAGNE AU CAMEROUN EN VISITE AU GICAM

COLLABORATION ENTRE LE GICAM ET LA SIFA

Le Bureau régional de coordination pour l'Afrique centrale de l'Initiative compétences pour l'Afrique (SIFA) a déclaré son intention d'aider le Groupe Interpatronal du Cameroun (GICAM) à renforcer son Centre pour le développement des petites et moyennes entreprises (CDPME). S'exprimant le 30 octobre dernier, à l'occasion de la visite de l'ambassadrice d'Allemagne au Cameroun au GICAM, le représentant de la SIFA a réitéré que la collaboration avec le GICAM va constituer une volte-face dans

les relations entre la SIFA et le secteur privé camerounais. Convaincue de ce rôle primordial que joue le secteur privé dans le développement des compétences et la création d'emplois, la SIFA a choisi de faire du GICAM le principal partenaire du secteur privé pour servir d'interface pour atteindre et travailler avec le secteur privé camerounais au sens large. Le GICAM compte plus de 750 membres pour un chiffre d'affaires de 9 860 milliards de francs CFA, soit 64,8 % du chiffre d'affaires de l'ensemble du secteur privé camerounais et emploie environ 221 075 personnes, ce qui représente environ 27,2 % des emplois directs offerts par les entreprises au Cameroun. Conscient du rôle joué par les PME dans le développement du Cameroun, comme l'a démontré le grand nombre de PME opérant au Cameroun et leur impact sur la création d'emplois, le GICAM a créé le CDPME pour fournir une intelligence économique, soutenir l'entrepreneuriat, suivre et conseiller la diaspora sur les questions relatives aux PME.

Fidèle à sa mission d'améliorer le développement des compétences et la création d'emplois grâce à une collaboration étroite avec le secteur privé, la SIFA tient à soutenir les organisations qui travaillent au développement des PME. S.E. Dr Corinna Fricke, l'Ambassadrice d'Allemagne au Cameroun lors de sa première visite à Douala, accompagnée de M. Rico Langeheine, Directeur de la GIZ et de M. Alfonse Tata Nfor, Coordinateur régional de la SIFA pour l'Afrique centrale, a visité le GICAM le 30 octobre 2020 pour en savoir plus sur leur collaboration avec la SIFA.

S'exprimant après le directeur national de la GIZ, le coordinateur de la SIFA a saisi l'occasion pour annoncer le soutien imminent de son projet au GICAM dans les domaines suivants :

- Équipement complet du Centre d'Incubation du CDPME
- Financement de la formation des formateurs (ToT) pour le GICAM
- Soutien au GICAM pour participer à PROMOTE 2021
- Incubation de projets des PME dans le cadre du GICAM



Prenant la parole après tous les intervenants, l'ambassadrice a rappelé le rôle indispensable que joue le secteur privé dans le développement de tout pays et a souligné que si les acteurs privés ont le droit de créer et de gérer leurs entreprises dans un but lucratif, ils ne doivent cependant pas perdre de vue leurs responsabilités sociales. Après avoir répondu à quelques questions de l'auditoire, l'ambassadrice a reçu un exemplaire du Livre blanc sur l'économie camerounaise. Cela a été suivi d'une visite guidée du CDPME par le Dr André Kwam, Président des PME et de la Commission de financement du GICAM. Cette visite contribuera certainement à dynamiser les relations entre la SIFA et le secteur privé camerounais.

Auteur : Alfonse Tata Nfor

Coordinateur régional pour l'Afrique centrale de la GIZ/Initiative compétences pour l'Afrique (SIFA)

Publication

Publié par :

Initiative Compétences pour l'Afrique (SIFA)

Une initiative de la Commission de l'Union africaine (CUA) et de l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD)

Mis en œuvre par :

Commission de l'Union africaine (CUA), Addis Abeba, Éthiopie, www.au.int

Contact : Ngwenya Prudence Nonkululeko, Courriel : Nonkululekon@africa-union.org

Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD), Johannesburg, Afrique du Sud, www.nepad.org

Contact: Unami Mpfu, E: UnamiM@nepad.org

Avec le soutien de :

Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

KfW Development Bank

International Labour Organization (ILO)

European Training Foundation (ETF)

Co-financé par :

Federal Ministry for Economic Development and Cooperation (BMZ)

The European Union

Éditeurs :

Ernst Hustädt (GIZ), Jane Bech Larsen et Dr. George Afeti (NIRAS-IP Consult GmbH)

AUDA-NEPAD Agency

230 15th Road

Midrand, South Africa

M +27 82 6126982

E: ernst.hustaedt@giz.de

E: jane.bechlarsen@skillsinitiative-for-africa.com, george.afeti@skillsinitiative-for-africa.com

Concept & Conception :

Laura Erfen (SIFA TC), Sabina von Kessel (SIFA FC)

Photos et Infographie :

Titres : Sabina von Kessel, 2019, photos de Sabina von Kessel et iStock

Infographie et Illustrations : Sabina von Kessel, novembre 2020, SIFA

Photo p. 15 du public domain USAID

www.skillsafrica.org

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne et du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement. Son contenu relève de la seule responsabilité de la GIZ et de la KfW.

Ce projet est cofinancé par l'Union européenne et le ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement



Soutenu par

